

Quand policiers et gendarmes, excédés, cesseront le travail...



Les 18 000 policiers et gendarmes blessés dans l'année, personne n'en parle. Mais la moindre interpellation un peu musclée d'un immigré récalcitrant, émeut toute la classe politique, monopolise la presse mielleuse et déclenche les foudres de l'IGPN ou de l'IGGN.

26 policiers et gendarmes sont morts en service en 2016, qui s'en soucie ?

Mais l'affaire Théo, avec le président Hollande accouru précipitamment au chevet de l'intéressé toutes affaires cessantes, on en a parlé pendant 6 mois, faisant systématiquement le procès de la police accusée de brutalités quotidiennes.

Nos policiers et gendarmes sur le banc des accusés, c'est la norme, du moins en France, où les forces de l'ordre sont abandonnées par le pouvoir.

Encore deux policiers blessés à Argenteuil, suite au contrôle d'identité de trois individus qui se rebellent. Incident qui fait suite au tabassage de deux autres policiers par une horde sauvage, au soir de la Saint-Sylvestre. Les faits :

Trois hommes sont repérés dans un véhicule en stationnement.

Forte odeur de cannabis. Un contrôle est décidé par la patrouille de police.

Mais le contrôle tourne mal. Les 3 lascars refusent d'obtempérer, les coups pleuvent.

30 à 40 "jeunes", sortis de nulle part, arrivent aussitôt pour prêter main forte aux rebelles et deviennent menaçants.

Heureusement, des renforts de police arrivent rapidement, évitant que la situation ne dégénère totalement et vire au drame.

Les 3 individus sont arrêtés.

Bilan : 30 jours d'arrêt de travail pour la policière qui a eu un doigt brisé et 10 jours pour son collègue masculin, frappé au visage.

Tel est le lot quotidien de nos policiers et gendarmes, auxquels nos dirigeants totalement soumis et apeurés, **ont ôté toute autorité**, uniquement pour ne pas stigmatiser toute une jeunesse immigrée qui refuse de s'intégrer et voue une haine sans limite aux policiers et autres représentants de l'Etat.

Toute la chaîne hiérarchique de l'Etat a peur et capitule lâchement !!

Imagine-t-on une telle situation à Tunis, Alger ou Rabat ?

Dans ces pays, un refus d'obtempérer mène automatiquement à un tabassage en règle au poste de police, faisant passer au rebelle le goût d'y revenir.

Et pas de sanglots dans la presse pour dénoncer la brutalité policière !!

Pas de police des polices pour sanctionner les défenseurs de l'ordre.

Au Maghreb, ce sont les policiers qui font la loi, pas les racailles. Il n'y a qu'en France qu'on voit une telle démission de l'Etat et une telle complicité des médias pour défendre l'indéfendable.

Ce qui prouve que le laxisme judiciaire et le renoncement permanent de nos politiques capitulards, sont la cause majeure de l'insécurité dans ce pays.

Car le laxisme est total.

Aucune volonté politique de restaurer l'autorité des policiers.

Aucune volonté politique de sanctionner sévèrement la racaille.

Aucune volonté politique de **couper les prestations sociales aux délinquants.**

C'est la brasse coulée généralisée. Il n'y a plus d'Etat, plus aucune réponse pénale.

Mais pendant que les Français ont peur et que nos policiers sont en danger permanent (**plus de 18 000 policiers et gendarmes blessés en 2016**),

Emmanuel Macron a renforcé sa propre protection en octobre 2017.

Aux 77 policiers chargés de sa sécurité, il a ajouté 50 policiers pris sur les effectifs de la Préfecture de Police pour les affecter à l'Elysée.

Quant aux citoyens, ils attendent toujours qu'on remplace les 13 000 policiers et gendarmes supprimés par Sarkozy !

On diminue les effectifs policiers **de 5%** au niveau national, pendant que l'Elysée augmente les siens de **65% !!** C'est le retour au temps des rois.

Si **11 millions** de Français ont peur d'être agressés dans leur propre quartier, et même chez eux (ONDRP), c'est le dernier souci d'Emmanuel Macron !

Le gouvernement refuse toujours d'insérer dans le Code pénal, un délit spécifique pour les agressions de policiers.

La peine encourue pour violences à un représentant de l'autorité publique va de **3 à 5 ans de prison**.

Et même 15 ans si ces violences ont été commises avec arme ou lors d'un guet-apens.

Mais notre justice laxiste n'applique jamais ces peines.

En 2016, la moyenne des peines pour agressions envers les policiers n'a pas dépassé **5,3 mois de prison** ! (JDD)

Rappelons que le policier qui avait giflé un migrant récalcitrant a écopé de 6 mois ferme !! Pas de circonstances atténuantes pour ceux qui nous protègent !

Quant aux **peines plancher elles ne sont jamais appliquées** puisque ce sont les juges qui conservent la décision en dernier ressort.

Ce ne sont donc pas des peines plancher mais des peines "suggérées" aux juges !!

Sarkozy pavoisait, comme à son habitude, mais sa loi n'a rien changé, puisque les juges ont conservé leur total pouvoir de ne pas appliquer de peine.

Evidemment, devant un tel désastre, la chancellerie se rebiffe, affirmant que **77% des 2900** personnes condamnées pour violences contre les représentants de l'autorité ont écopé de peines de prison, dont 50% de prison ferme !

Mais 90% de ces peines sont de moins d'1 an, donc sans aucun effet.

Car toute peine inférieure à 1 an n'est plus exécutée, même en cas de récidive.

Tout condamné ressort donc totalement libre du tribunal. Certains condamnés seront astreints au port d'un bracelet électronique. La belle affaire !

En banlieue, s'attaquer à un policier est considéré comme un haut fait d'armes.

On devient un vétéran de la castagne contre les flics.

Et porter un bracelet électronique, c'est encore plus valorisant que de porter la Légion d'Honneur ! Rien de tel pour asseoir le prestige d'un caïd !

En conclusion, nous avons chaque année des milliers d'agression de policiers et gendarmes, chiffre en augmentation exponentielle, et pas une seule peine de prison réelle !

Elle est pas belle la vie pour les loubards ?

Je me demande comment police et gendarmerie peuvent encore trouver des volontaires pour se faire tabasser, voire tuer (26 tués en 2016), avec un tel manque de soutien de l'Etat !

Un jour viendra où ils poseront tous le képi et la casquette par terre.

La destruction volontaire de notre société est bel et bien en marche !

Jacques Guillemain